

# PURUSIMETRIE 1

Baromètre de la gouvernance  
de Jean -Jacques PURUSI



## GOUVERNANCE DE SOUHAITS

29 juin -29 septembre

évaluation de 100 premiers jours du gouvernement provincial du Sud-Kivu



Sortie du rapport : Lundi 07 octobre 2024 11H00 heure de BUKAVU

## **PURUSIMETRIE 1 : UNE GOUVERNANCE DE SOUHAITS**

### **BREVE PRESENTATION DE LA LUCHA**

La LUCHA (Lutte pour le Changement) est un mouvement citoyen non-partisan et non-violent réunissant des citoyens de la République Démocratique du Congo qui aspirent à un Congo Nouveau et agissent pour son avènement. La LUCHA est indépendante de tout parti ou personnalité politique, de toute puissance étrangère, de toute organisation et de tout courant idéologique. Nous croyons que les problèmes du Congo sont très profonds, et exigent bien plus qu'un changement de régime. Nos actions, avant tout pédagogiques, visent à susciter et encourager le sens civique parmi les citoyens et le sens de responsabilités parmi ceux qui dirigent le pays ou aspirent à diriger, à quelque niveau que ce soit. Plus qu'un mouvement, la LUCHA est un esprit. Nous croyons en nous et en nous seuls, en tant que citoyens et en tant que peuple, pour forger un Congo nouveau uni, paisible, juste et prospère tel que Lumumba l'avait rêvé.

Nous contacter

**Emails :** [luchabukavu023@gmail.com](mailto:luchabukavu023@gmail.com) \_ et [info@luchacongo.org](mailto:info@luchacongo.org)

**Tél/WhatsApp :** +243 975 992 385

**Twitter :** @luchaRDC (<https://twitter.com/luchaRDC> )

**Facebook page :** <https://www.facebook.com/lucha.rdcngo>

**skype:** lucha.rdc

[www.luchacongo.org](http://www.luchacongo.org)

## INTRODUCTION GENERALE

### I. PRESENTATION GLOBALE

Dans toute l'histoire démocratique et plus encore aujourd'hui, dans notre ère, il s'est avéré la nécessité de rendre les citoyens plus exigeants afin d'espérer les dirigeants redevables. En effet, le contrôle citoyen aujourd'hui, paraît comme un des atouts majeurs pour amener les dirigeants à la redevabilité. S'inscrivant dans cette logique, qui est d'ailleurs sa mission, la LUCHA estime qu'il est plus que jamais impérieux d'initier le peuple à une évaluation périodique de la performance gouvernementale. Dans une démocratie, le peuple doit être agaçant, qui contrôle, qui agit et détecte les rhétoriques mensongères des autorités. C'est cela l'engagement que produit sur le terrain.

Si le citoyen est le souverain primaire dans chaque société se voulant démocratique, la logique, dans ce sens, est également celle qui sous-tend que le citoyen soit considéré comme la base du changement significatif. Autrement dit, le citoyen doit être par son comportement le changement qu'il souhaite voir dans sa société. Dans le contexte assez particulier, qui est celui du Congo, dans lequel le mal triomphe d'une part et le mensonge est transformé en une vérité d'autre part, il est de la responsabilité des citoyens crédibles d'éveiller les consciences des Congolais à résister à ces manipulations et mensonges ancrés.

En effet, nous estimons aussi que seul un peuple informé, formé, mobilisé et organisé est capable d'être exigeant, d'abord, envers lui-même, ensuite, envers ses dirigeants et enfin, envers la société entière.

Nous tenons de rappeler par ailleurs, que dans une vraie démocratie, le peuple participe à la définition et l'identification des projets et les initiatives des gouvernants et cela en fonction de ses besoins sociaux. En revanche, dans notre pays, tous les dirigeants, travaillent sous l'emprise d'une formule défectueuse de « la vision du Président de la République ». Cette logique conduit à observer une tendance selon laquelle, eux-mêmes n'ont pas une vision appropriée aux réalités de la responsabilité leur confiée. Ce slogan susmentionné est devenu si fameux et, qu'à un certain moment il ne signifie presque plus rien. C'est possible de dire que cette vision ne soit connue par personne et même pas par le président de la République lui-même, car le peuple attend la matérialisation de cette vision depuis 6 ans déjà, mais après un quinquennat et une année de plus, personne n'a vu le résultat de cette dernière dans son vécu.

## II. LA PURUSIMETRIE N'EST PAS UNE TRIBUNE DE JUGEMENT NI UN ACHARNEMENT : ELLE EST PLUTÔT UNE PARTICIPATION CITOYENNE

Depuis le 29 juin 2024, le gouvernement Purusi a été investi par l'assemblée provinciale du Sud-Kivu. Plusieurs idées et initiatives ont été présentées à la population du Sud-Kivu à travers ces représentants, qui sont les députés provinciaux. A préciser que ces derniers ont un mandat du peuple pour le représenter et pas pour le remplacer. Sans nous substituer à eux, nous estimons ~~que~~ comme citoyen, que nous avons l'obligation de participer à la gestion de la chose publique. La démocratie étant classiquement, le pouvoir du peuple par le peuple et pour le peuple, nous avons cette obligation d'évaluer ceux qui nous dirigent, même périodiquement, d'abord leurs actions prévues, ensuite leurs forces et surtout leurs faiblesses et enfin proposer des voies de sortie. Lors de sa campagne, Jean-Jacques PURUSI SADIKI a fait rêver le peuple à travers ses représentants. Son discours a ému plus d'un Sud-kivutien, si bien que pour nombreux, son ère serait la gouvernance de la rupture avec le passé.

Le discours de la campagne de l'actuel gouverneur ainsi que son programme seraient tombés à point nommé parce que tout le monde est soucieux de voir et de vivre le changement tant attendu de la province. En effet, les cent premiers jours sont les jours les plus importants d'un projet, d'une initiative, surtout d'un mandat politique. Au cours de leurs trois premiers mois, les mandataires publics doivent aller au-delà de discours, promesses et autres bonnes paroles pour passer directement aux actions concrètes que le peuple attend d'eux et qui doivent nourrir positivement les espoirs du peuple dont ils ont la charge.

Pour ce qui est de Jean-Jacques PURUSI, il est utile que nous nous demandions :

- Qu'est devenu son discours et son programme trois mois plus tard ?
- Quelle est la situation la province ?
- Quelles sont les avancées ?
- A quel niveau se trouve aujourd'hui les actions prioritaires ?

Certes, 100 jours ne sont pas suffisants pour « changer » profondément la province du Sud-Kivu au regard de ce qu'elle a connue et continue à traverser entre tribalisme et corruption sous toutes ses formes, auxquels maux se greffe la main noire non seulement du pouvoir central mais aussi et surtout celle des autorités morales des partis politiques, qui sont par ailleurs, les véritables tireurs de ficelle, instrumentalisant, les députés, les magistrats, même le gouverneur

et ses collaborateurs. Ils deviennent très souvent dépendants d' « elles » que de ce pourquoi ils ont été élus ou nommés. La jeunesse également n'est pas épargnée de cette main noire, en encourageant les divisions entre communautés, pour uniquement garantir leurs propres intérêts relatifs à la politique du ventre.

Cependant, il y a possibilité et nécessité de voir et vivre certaines choses et certains changements qui doivent à tout prix nourrir l'espoir des Sud-kivutiennes et Sud-kivutiens au-delà de discours et d'autres actes insignifiants qui n'impactent en rien la vie de la population. Il est nécessaire de ne pas refaire les mêmes habitudes, même différemment, au risque de reproduire les mêmes résultats.

Cela tient à ce qu'il a annoncé dans son programme, en reconnaissant, en fait, que le Sud-Kivu dispose d'énormes potentialités humaines, agricoles, forestières, minières, halieutiques et culturelles, nécessaires à son développement et que ce potentiel est marqué par la mauvaise gouvernance, la corruption, la faiblesse de l'appareil étatique et provincial, le déficit de leadership, etc. Cela s'accompagne des corollaires comme la pauvreté, l'instabilité politique, le chômage, l'exploitation illicites des ressources naturelles. Estimant que son programme est une réponse à cette crise, en renchérissant qu'en effet, cette situation est permanente et nécessite une réponse tout aussi urgente. Ainsi, il a été admis dans ce même programme, que dès l'entame du premier mandat, le gouvernement prévoit de définir les interventions prioritaires et stratégiques à implémenter dans ses 100 (cent) premiers jours (court terme<sup>1</sup>).

Les plus grands mérites de Jean-Jacques PURUSI, à en croire les uns et les autres, résideraient relativement, à son rapprochement avec la population pendant ses 100 premiers jours, pour circuler dans quelques contrées de la province et plus principalement son déplacement dans le territoire de Shabunda. Ce dernier semble-t-il n'a pas vu un gouverneur fouler ses pieds sur son sol (à Mitili précisément) depuis 1980<sup>2</sup>. Les autres renchérissent le fait pour le gouverneur, d'inviter la population au stade de Kadutu pour échanger avec elle et lui présenter son bilan de deux mois a été considéré comme une pratique de redevabilité jamais vécue au Sud-Kivu, depuis 2006. D'autres encore se réfèrent à cette mobilisation, en seulement deux mois, d'un montant de 2.5 millions de dollars<sup>3</sup>. Les uns encore, pensent à la révocation de

---

<sup>1</sup> Programme d'action du gouvernement provincial (2024-2028), mots du gouverneur et résumé analytique, p.4. (PDF).

<sup>2</sup> Information disponible sur <https://laprunelleverte.com/shabunda-le-gouverneur-purusi-palpe-du-doigt-les-relaites-de-ce-grand-grenier-agricole-et-minier>, consulté le 12/09/2024.

<sup>3</sup> Information disponible sur <https://www.radiookapi.net/2024/09/10/actualite/economie/le-sud-kivu-mobilise-25-millions-usd-des-recettes-fiscales-en-2-mois>, consulté le 12/09/2024.

la ministre provinciale, membre de son regroupement politique (AFDC A), en la personne de Madame Dorothée NGANIZA MASIRIKA. Par ailleurs, une autre partie de la population s'accroche à sa décision visant à suspendre les activités minières artisanales et semi-industrielles dans la province ainsi que la suspension de tous les chefs de division de la Direction provinciale de mobilisation des recettes (DPMR) pour différentes raisons.

Il y a lieu de souligner ici, que selon que l'on est partisan ou non, il y a eu une tendance à exagérer sur les 100 premiers jours de Jean-Jacques PURUSI, en le qualifiant de particulièrement positif ou négatif selon les cas. Mais qu'en est-il objectivement ?

Nous pensons, comme certains d'autres citoyens qu'au fur et à mesure que son mandat progresse, l'évaluation de PURUSI entant que gouverneur, doit être basée non seulement sur sa proximité avec la population, mais surtout sur sa capacité à apporter des solutions tangibles, qui rencontrent et résolvent effectivement les problèmes quotidiens qui affectent les Sud-Kivutiens. C'est dans cette unique démarche, celle consistant à relever les défis locaux appropriés, que le surnom « Magufuli », lui attribuer à tort ou à raison, par les uns et les autres, se verra être confirmé. Car plus qu'être un nom manipulateur ou non, il sera un symbole d'un leadership à la Magufuli, dévoué à l'amélioration réelle, de la vie du peuple.

En effet, par ses mots devant les représentants du Peuple, le Gouverneur de la Province du Sud-Kivu, Jean Jacques Purusi Sadiki, avait souligné que son programme est articulé autour de 5 axes. Il est assorti des 10 jalons prioritaires et stratégiques d'intervention<sup>4</sup>, tous nécessaires pour la vie et le développement du Sud-Kivu. Certains d'entre eux sembleraient être urgents au vue de leur nécessité vitale et devrait être prise en compte dans ces 100 premiers jours.

### **III. OBJECTIF ET MÉTHODOLOGIE**

L'objectif de ce rapport est de dresser le bilan de 100 premiers jours de Jean Jacques PURUSI à la tête de la province du Sud-Kivu dans différents domaines pertinents pour notre lutte, surtout sur le plan politique et socio-économique, afin de dégager des leçons pour lui, son gouvernement, les institutions, mais aussi pour nous-mêmes comme mouvement, pour les forces vives et pour la Province en général.

---

<sup>4</sup> Discours synthèse pour la campagne du professeur Jean-Jacques PURUSI SADIKI, candidat gouverneur de la province du Sud-Kivu, pp.2-3.

Ces évaluations sont essentiellement basées sur la recherche documentaire et l'observation directe. On a recouru uniquement aux sources officielles et aux autres sources fiables (rapports, déclarations, articles de presse de médias crédibles). Les données sont présentées dans un langage simple et concis.

Cette partie se concentre sur quelques axes, notamment, **la sécurité et de la paix sous toutes leurs formes, l'Education, l'Eau et voie de communication, l'Assainissement, l'économie et la mobilisation des recettes**. Il est impérieux de souligner que ces axes sont nécessaires au regard de leur contribution vitale et indispensable au vécu de la communauté.

Ce baromètre n'est donc pas une tribune de jugement, ni un acharnement sur qui que ce soit mais mieux, il reste notre façon de participer à la gestion de la chose publique entant que citoyen démocratique. La Purusimetric se veut être un baromètre d'évaluation des actions du gouverneur de la province du Sud-Kivu. Ce premier numéro va évaluer les cent premiers jours du gouvernement « Purusi 1 ». Nous l'appelons « 1 », parce que nous croyons qu'il y'en aura plusieurs.

## **CHAPITRE I : LA PAIX ET LA SECURITE SOUS TOUTES LEUR FORME**

### **I.1. Objectifs spécifiques : Restaurer et assurer la sécurité des personnes et de leurs biens**

#### **→ Actions prioritaires :**

- Accompagner le Gouvernement central par une dotation provinciale, en contribuer à améliorer les conditions de vie et de travail (nourriture, habillement, logement décent) au profit de nos forces de défenses et de sécurité (FDS)
- Renforcer les capacités des services de sécurité et de renseignement provinciaux et locaux pour qu'ils assurent efficacement leurs missions
- Coordonner l'action de la police de proximité et la rendre effectivement au plus près des administrés
- Concentrer la présence de la police dans les points rouges de province ;
- Vulgariser l'action des programmes de démobilisation, désarmement et réinsertion, aider à mobiliser le fonds et les partenaires nécessaires et auditer son utilisation
- S'assurer de la bonne utilisation de la taxe sur l'éclairage public et d'autres taxes connexes ;
- Renforcer l'action de la police de circulation routière et assurer qu'elle ne tracasse pas la population ;
- Assurer le programme de désarmement, démobilisation, réinsertion communautaire et stabilité (PDDRCS). Capitaliser le projet STAREST en faveur des ex-combattants ;
- Promouvoir le dialogue entre les communautés en vue de renforcer la cohésion sociale et la cohabitation pacifique à travers des Barzas communautaires<sup>5</sup>.

### **I.2. Les actions urgentes**

#### **1°. Accompagner le Gouvernement central par une dotation provinciale, en contribuer à améliorer les conditions de vie et de travail (nourriture, habillement, logement décent) au profit de nos forces de défenses et de sécurité (FDS)**

Chaque Sud-Kivutien en général et Bukavien en particulier, sait que la situation des militaires ainsi que des policiers vivant respectivement dans nos différents camps constitue le déshonneur. - En effet, la précarité dans laquelle vivent nombreuses familles dépendantes des

---

<sup>5</sup>Programme d'action du gouvernement provincial du Sud-Kivu, p.14. (PDF).



militaires, dans différents camps militaires, est une question importante, mais moins débattue et souvent moins traitées.

Pourtant, il semble que la situation de la précarité des conditions de vie de nos forces de défense et de sécurité rende désarticulée la défense et la sécurité de nos cités. Non seulement, les prestations des services sécuritaires seraient devenues inefficaces et ne répondront plus aux normes de qualité, mais aussi, elles deviendront source de corruption, de tuerie, d'enlèvement, de vol à mains armées. Donc de l'insécurité totale pour la population du Sud-Kivu. Cela étant, la logique nous impose de reconnaître et de rappeler que tout cela se traduit par la lutte quotidienne personnelle pour les membres de nos forces de défense et de sécurité, pour la survie, incitant ainsi aux comportements individualistes, à la débrouille, plus qu'à l'action collective. Il n'y a plus l'ombre d'aucun doute que la précarité de la rémunération des militaires et policiers, demeure un problème nécessitant une thérapeutique pouvant améliorer leur bien-être social et économique et ceux de leurs ménages par une action durable c'est-à-dire institutionnalisée.

Au regard de ce qui précède, il est à souligner que la question de nourriture, habillement, logement décent au profit de nos forces de défenses et de sécurité, était urgente pour être suffisamment traitée par le gouverneur pendant ces 100 premiers jours, tenant compte de leur solde, cela témoignerait une volonté concrète de la part du gouvernement dans les prochains jours qui viennent, mais en lieu et place, Jean-Jacques PURUSI, en bon politicien congolais, est parti dans le camp Saio, pour leur remettre des sacs des vivres et non vivres, en distribuant également aux veuves et orphelins quelques fournitures scolaires<sup>6</sup>, parce qu'en fait, tous les politiciens congolais savent que le peuple congolais n'exige rien, même lorsque ses droits civiques, qui sont les devoirs politiques des gouvernants, sont transformés en faveurs politiciennes. Pourtant, un peuple face à son gouverneur, ne devrait pas attendre de lui des actions humanitaires, comparables à celles des ONG, mais des actions gouvernementales, qui visent à répondre de manière durable et appropriée, une question aussi profonde que pose la vie de nos militaires.

Au-delà de ça, le gouverneur leur aurait promis l'intégration de femmes et jeunes des militaires dans différents services de l'Etat au niveau de la province, ainsi que la réhabilitation de la voirie qui traverse le camp et les deux sites de forage d'eau, don de Modeste BAHATI

---

<sup>6</sup>Information disponible sur <https://purusisadiki.com/2024/09/14/bukavu-d-une-ecoute-a-un-acte-le-gouverneur-jean-jaques-purusi-sadiki-a-exprime-son-humanisme-au-camp-militaire-saio>. Consulté le 18/09/2024.

LUKWEBO, la politique de dons doit être bannie, car nous avons des institutions qui ont été investies légalement pour répondre aux besoins du peuple et non des individus travaillant pour les mêmes institutions mais qui usurpent les fonctions institutionnelles pour faire entendre leurs noms.

## **2°. Coordonner l'action de la police de proximité et la rendre effectivement au plus près des administrés et Concentrer la présence de la police dans les points rouges de province**

Ces deux actions, au regard de leur nécessité constituaient une urgence et devraient faire partie des actions concrètes que le gouvernement devrait amorcer pendant ses 100 premiers jours. Étant donné que nos forces de sécurité et de défense vivent dans la précarité démesurée, elles se trouvent imposer de faire la débrouille pour survivre, ce qui crée à la fois, l'insécurité causée par les mêmes agents dans **les points rouges**. Et cela est vérifiable car, les investigations du gouvernement provincial prouvent que 4200 barrières illégales et payantes, en majorité érigées et tenues par les agents de l'ordre (militaires et policiers) ont été répertoriées au Sud-Kivu. C'est qui est sûr, cette pratique est connue par tous, elle est même culturalisée, sinon légalisée car tolérée. Elle continue malgré les mesures qui ont été prises. N'est-ce pas que cela est la conséquence logique de l'indifférence des autorités compétentes de tenir effectivement compte de la situation inhumaine imposée par leur mauvaise gouvernance à ces familles, dont les responsables paient le prix le plus noble, pour la sécurité de nos cités. Peut-on donc dire que, ces sacs des vivres, vont-ils résoudre le problème concret de ces familles ainsi que les promesses qui leur ont été faites ? La réponse est NON, car on ne guérit pas de la maladie en prononçant le nom du médicament mais en le prenant.

En parlant de ces barrières, il s'agit en effet, de barrières de fortune représentées par des ordres sur les voies publiques, notamment sur les routes Bukavu-Uvira, jusqu'à Fizi, ou encore Bukavu-Walungu-Mwenga-Shabunda. Les usagers et transporteurs sont obligés de déboursier une somme avant de franchir<sup>7</sup>. Effet de la débrouille par le militaire qui est contraire à sa mission. Les autorités politiques devraient pendant ces 100 premiers jours s'impliquer pour sinon changer profondément la vie des familles de agents de l'ordre, du moins initier des projets concrets, allant dans ce sens car l'urgence s'imposait. Ce qui n'a pas été fait.

---

<sup>7</sup>Information disponible sur <https://actualite.cd/2024/sud-kivu-plus-de-4-000-barrieres-illegales-erigees-et-tenues-par-des-militaires-et-policier>. Consulté le 23/09/2024.

Par ailleurs, faut-il rappeler la mort de ce jeune de 30 ans tué à bout portant sur avenue ISGEA 1, dans le Quartier Ndendere aux environs de 20heures 30' en date du jeudi 18 juillet 2024, sa mort couplée à l'incursion des bandits à mains armées, dans la même soirée sur les avenues Camp SNEL2 et Ruzizi 3 à Muhungu<sup>8</sup>. Il y a lieu de se poser des questions, les enquêtes avaient-elles été menées ? Les coupables (présumés) avaient-ils été identifiés et arrêtés par condamnation et après établissement de responsabilité ? Et la question qui prévaut c'est, qui d'autres détiennent des armes à part les agents de l'ordre ? Est-il normal que les armes payées par l'argent du contribuable congolais pour lui assurer la sécurité, constituent encore une source de son insécurité. Le retour à la case de départ, c'est l'une des conséquences de la vie de la débrouille imposée par la mauvaise foi des gouvernants, aux agents de l'ordre. Dans ces 100 premiers jours, nous attendions à ne plus voir nos policiers et militaires comme source de notre insécurité, parce que c'est le cas encore.

### **3°. Renforcer l'action de la police de circulation routière et assurer qu'elle ne tracasse pas la population**

Cette action était également urgente pour être initiée pendant les 100 premiers jours du gouvernement Purusi. Cependant, force est de constater que, avec la situation de la débrouille, il n'y a aucun contrôle. Sinon, est-il possible au gouvernement, avec la collaboration du commissaire provincial de la police, de préciser le nombre des points de contrôle de la police de circulation routière dans notre province, la localisation exacte de chaque point de contrôle ainsi que le nombre exact des policiers que doit contenir chaque point de contrôle et enfin, est-il possible que le gouvernement sache dire avec exactitude quel est l'encadrement et le contrôle des mouvements des policiers commis à chaque point de contrôle. Et de faire cesser le système massage, car c'est une forme de corruption normalisée et tolérée.

N'est-ce pas à cause de la vie de la débrouille, les agents de la police de circulation continuent à rançonner les paisibles citoyens<sup>9</sup> ? Ils doivent survivre de la débrouille, parce qu'ils reçoivent comme solde, les miettes tombées de tables pharaoniques des dirigeants, qui eux, se réservent des salaires budgétivores. Le renforcement de cette action devrait aussi passer par l'identification de ces éléments, le point de contrôle, le nombre exact de leurs éléments à chaque

---

<sup>88</sup> Information disponible sur <https://la-prunellerdc.cd/bukavu-un-jeune-tue-2-autres-personnes-blessees-par-balles-sur-isgea/> , Consulté le 20/09/2023.

<sup>9</sup>Information disponible sur <https://jambordc.info/bukavu.aucun-element-pcr-na-ete-retire-de-cette-unite-teoingage>, Consulté le 26/08/2024.

point de contrôle et une communication officielle, pour que la population en soit informée mais surtout par l'amélioration de leurs conditions de vie, qui est la source de toutes ces pratiques.

## **CHAPITRE II : L'EDUCATION<sup>10</sup>**

### **II.1. Objectifs spécifiques : Maintenir la compétitivité éducative du Sud-Kivu**

#### **→ Actions prioritaires :**

- Organiser des inspections ponctuelles et régulières des écoles. Alléger la charge des frais liés aux épreuves des examens d'État de 45 à 20 USD pour la première année ;
- Mettre en place un programme de bourses du gouvernement provincial pour soutenir les élèves et étudiants les plus méritants. Renforcements des capacités des enseignants, directeurs et inspecteurs ;
- Activer les services du fond pour la promotion de l'Education (FPE) en province.

### **II.2. Dans le même cadre, objectifs spécifiques au second plan : Améliorer les conditions d'études des écoliers**

#### **→ Actions prioritaires**

- Protéger les bâtiments publics et scolaire de la spoliation
- Réhabiliter quelques écoles emblématiques (Lycée Nyakavogo, ITFM, Athenée d'Ibanda, ect.
- Appuie des partenaires dans le domaine de l'éducation.

### **I.3. Actions urgentes**

#### **1°. Activer les services du fond pour la promotion de l'Education (FPE) en province**

Cette action était urgente pour autant que, le FPE, a pour objet, aux termes de l'article 3 du décret n°06/015 du 23 mars 2006, l'ayant créé, de soutenir et de promouvoir l'éducation nationale. A cette fin, il collecte les ressources nécessaires en vue d'accomplir toutes les opérations se rattachant directement ou indirectement à cet objet. Ainsi donc, au regard de différents domaines d'intervention lui reconnus à l'article 5 du même décret, et à la nécessité que présente l'éducation dans le développement, il était impérieux, voire urgent de se lancer dans cette action pendant les 100 premiers jours, pour booster la qualité de l'enseignement.

---

<sup>10</sup> Programme d'action du gouvernement provincial, p.24 (PDF).

Encore que ce fût pendant la période de vacances, le gouvernement pouvait initier de collectes de fonds, en effet, pour activer lesdits services et répondre aux besoins de cette action urgente à savoir :

## **2°. Réhabiliter quelques écoles emblématiques (Lycée Nyakavogo, ITFM, Athénée d'Ibanda, etc.**

La rentrée scolaire a été lancée. Rien de significatif n'a été fait par le gouvernement provincial pour répondre concrètement à cette nécessité d'investir dans une éducation de qualité de nos enfants. Personne n'ignore que la réhabilitation des écoles et leur construction améliorent la qualité de l'éducation. Mais combien d'écoles dans la province ont-elles été réhabilitées comme il se doit, pour permettre aux enfants d'étudier dans les conditions qui remplissent les normes. A-t-on vu l'Athénée d'Ibanda, ou une autre école publique ci-haut citée être réhabilitée ? Pourtant l'urgence s'impose aussi bien pour l'ITFM, comme le Lycée Nyakavogo, au même titre que les autres écoles dans nos milieux ruraux dont les états laissent à désirer. L'éducation est une des actions qui touchent directement la vie de la population. Investir dans cette action pendant les 100 premiers jours, aurait été une des preuves qui prouvent que le nouveau gouverneur est engagé à répondre aux besoins de la population

Pourtant depuis avril 2022, soit deux ans déjà, cette école est en état de délabrement très critique et elle risque de disparaître<sup>11</sup>, le cas de l'ITFM ainsi que de plusieurs écoles citées et non citées, parmi lesquelles, les noms ont été repris dans le plan du gouvernement provincial. C'était donc une urgence que cette action soit initiée et réalisée à travers la réhabilitation. Ce qui n'a pas été le cas.

## **CHAPITRE III. L'EAU**

### **III.1. Objectifs spécifiques : Améliorer la desserte en eau**

#### **→ Actions prioritaires :**

- Accroître les capacités de production d'eau par les forages à haute intensité ;
- Assurer le contrôle de la conformité des fabricants d'eau minérale<sup>12</sup>.

---

<sup>11</sup> Information disponible sur le site <https://lessouverainlibre.info/2024/06/28/le-lycee-nyakavogo-ses-environs-sont-entraînés-de-disparaître->. Consulté le 27/08/2024.

<sup>12</sup>Programme d'action du gouvernement provincial, p.26. (PDF).

## **III.2. Actions urgentes**

### **1°. Accroître les capacités de production d'eau par les forages à haute intensité**

L'eau étant une question de vie, elle devrait figurer non pas en écriture mais surtout dans les différentes actions d'urgence, initiées par le gouvernement pendant ses 100 premiers jours. Car la question d'eau est une question qui touche la population entière sans tenir compte du statut social, de la qualité, de la religion, de la tribu ou de l'appartenance politique, etc. Nous estimons donc qu'au regard de l'urgence relative à la problématique d'accès à l'eau potable et considérant sa pénurie, c'était l'occasion pertinente pour le gouverneur Jean-Jacques PURUSI de s'y investir. Force est de constater que cette question a échappé à l'attention du gouvernement provincial pendant ses 100 premiers jours, dits « d'urgence ». Le problème reste entier et la rareté de l'eau potable continue à se faire sentir de plus en plus comme ça été le cas dans les années précédentes.

## **CHAPITRE IV. VOIES DE COMMUNICATION**

### **IV.1. Objectifs spécifiques : Désenclaver la province à travers les routes praticables et des cours d'eau navigables**

#### **→ Actions prioritaires :**

- Auditer le secteur des infrastructures pour savoir comment et pourquoi les routes ne sont jamais construites, jamais à temps ni convenablement ;
- Faire un suivi strict et régulier des chantiers en cours ;
- Construire, réhabiliter, entretenir les infrastructures routières ;
- Mettre en place des vrais partenariats publics privés pour l'aménagement routiers des grands centres urbains ;
- Aménager, baliser et draguer les biefs navigables (Port Kalundu, Ruzizi, etc.)
- Réhabiliter les aéroports, les aérodromes et les pistes secondaires
- Créer 4 Parkings, des gares centrales, des toilettes publiques dans nos villes de Baraka, Bukavu, Uvira et Kamituga ;
- Création d'une société de transports publics ;
- Placement des caméras de surveillance ;

- Construction des passerelles et traçage des marquages routiers pour éviter des accidents<sup>13</sup>.

## **IV.2. Actions urgentes**

### **1°. Construire, réhabiliter, entretenir les infrastructures routières**

Il serait malhonnête de soutenir, comme le pensent et écrivent respectivement, plusieurs personnes à Bukavu et quelques médias propagandistes, que le travail d'asphaltage de plus de 3.8 km de routes dans le tronçon urbain centre Amani-Collège Alfajiri, incluant la boucle Kimuti-Marché Nguba, serait l'initiative de Jean Jacques PURUSI et son gouvernement<sup>14</sup>. Pourtant ces travaux exécutés par la société de construction SOCOC, avaient été lancés en date du dimanche 21 août 2022 par son prédécesseur<sup>15</sup>. Tout en reconnaissant son implication pour booster les travaux, il est crédible de reconnaître que jusque-là, le gouvernement PURUSI n'a pas encore initié aucun projet de réhabilitation ni de construction des infrastructures routières. En ce sens, le projet des travaux de pavage des routes secondaires à Bukavu a été lancé par son prédécesseur, monsieur Marc MALAGO, le 17 juin 2024<sup>16</sup>. Et ce, contrairement aux faussetés racontées ici et là dans les quartiers et avenues par la population sous informée et manipulée par des médias, susceptibles d'être qualifiés de propagandistes.

Il semble pourtant évident car observé par tout le monde que les routes urbaines, notamment les tronçons place-marché kadutu ; essence-rondpoint ISP-Baba Cingazi ; place-ISDR, ainsi que les routes nationales nécessitent des initiatives urgentes pour relier la ville à nos territoires. Il est donc possible d'affirmer que cette action aussi prioritaire qu'urgente n'a pas attiré l'attention du nouveau gouverneur. Pourtant une nécessité frappante et qui aurait pu être lancée pendant ces 100 premiers jours.

### **2°. Créer 4 Parkings, des gares centrales, des toilettes publiques dans nos villes de Baraka, Bukavu, Uvira et Kamituga**

Les parkings ainsi que des gares centrales, aujourd'hui dans différentes villes citées ci-haut et en particulier celle de Bukavu, chef-lieu de la Province, présentent un caractère

---

<sup>13</sup>Programme d'action du gouvernement provincial, p.33. (PDF).

<sup>14</sup>Information disponible sur <https://www.journaldekinshasa.com/modernisation-des-routes-a-muhumba-le-gouverneur-de-province-lance-lasphaltage> , consulté le 21/09/2024.

<sup>15</sup> Information disponible sur <https://acp.cd/economie/sud-kivu-les-travaux-de-rehabilitation-de-la-route-place-mulamba-muhumba-évoluent-normalement-dans-la-ville-de-bukavu/> Consulté le 21/09/2024.

<sup>16</sup>Information disponible sur <https://acp.cd/economie/sud-kivu-lancement-du-pavage-des-routes-dans-la-ville-de-Bukavu/> Consulté e 21/09/2024.

alarmant. De ce point de vue, leur construction devrait apparaître dans l'action du gouverneur. Bien qu'il soit un projet ambitieux, mais nous voudrions voir le gouverneur l'initier et commencer à aménager les sites cibles. Aussi faut-il ajouter que les toilettes publiques, sont également une urgence nécessaire, et devraient en effet, figurer dans les actions sinon achevées par le gouvernement PURUSI, du moins lancées ici et là, pour prouver la volonté pratique de ce gouvernement, qui a semblé pourtant montré l'avènement d'un nouveau souffle dans la province du Sud-Kivu.

Il est donc clair, que même ce projet d'une telle importance, a échappé à l'attention particulière de ce gouvernement qui semble susciter tant d'espoir dans la population.

### **3°. Placement des lampadaires et caméras de surveillance**

Ce projet aussi ambitieux qu'admirable. Pour autant qu'il s'inscrit dans la logique de lutter contre l'insécurité dans la ville de Bukavu en mettant la lumière dans tous les espaces agités chauds de la ville et assurer ainsi la mobilité de paisibles citoyens. Ce projet avait été annoncé et lancé par le gouverneur le 23 juillet 2024 à la place de l'indépendance et c'est un projet qui devrait concerner les trois communes de la ville ainsi que les trois autres villes à savoir, Uvira, Kamituga et Baraka. Au sein du chef-lieu, elle ne devrait prendre qu'un mois pour être réalisé<sup>17</sup>.

Il est cependant possible de remarquer que ce projet n'a toujours pas été exécuté deux mois après son lancement, en dépit de l'urgence qui se pose, liée notamment à la nécessité de sa nature. Il est clair qu'à part les quelques lampadaires installés à place de l'indépendance pour le lancement et surtout pour la visibilité les autres poteaux ont passé quelques jours dans le monument de la place et ont disparu. Depuis lors la ville n'est pas toujours éclairée.

Aussi faut-il ajouter que, la SNEL continue de soutirer à chaque paiement de facture (ancien système de paiement) ainsi qu'à chaque opération d'approvisionnement en énergie électrique (Cash power) la taxe de 1%, une taxe instaurée par la mairie afin que la population participe, elle aussi à la matérialisation de ce projet. La population paie mais jamais ne bénéficie de la contrepartie de cette taxe qui date de longtemps.

---

<sup>17</sup>Information disponible sur <https://infos.direct.net/2024/07/23sud-kivu-eclairage-public-le-gouverneur-purusi-lance-loperation-dinstallation-de-1000-lampadaires-a-bukavu/> Consulté le 18/09/2024.



Quant à la question de caméra de surveillance, ceci semble être une poudre aux yeux. Certes, à la place de l'indépendance il y a eu installation d'une seule caméra qui couvre qu'un seul angle, au niveau de la barrière de Kazingo et au niveau de la limite Congo-Rwanda où les gens passent clandestinement. Cependant, ces trois cameras rares, installées dans la ville, ont un éclairage faible qui les rend inutiles lorsque la nuit tombe. Mais surtout ces dernières n'ont pas permis de mettre fin aux tracasseries de la police de circulation routière et militaires, commises à Kazingo.

## **CHAPITRE V. L'ASSAINISSEMENT**

### **V.1. Objectifs spécifiques : Assainir, et combattre toute forme de pollution dans les villes et citées**

#### **→ Actions prioritaires :**

- Mettre en place un service d'hygiène et assainissement ;
- Appuyer des projets locaux de collecte et de transformation des bouteilles plastique en pavées pour la construction des chaussées ;
- Organiser une législation en matière d'hygiène et d'assainissement ;
- Obtenir des bourses d'étude et de formation en faveur des jeunes impliqués dans la protection de l'environnement, notamment le calcul et la vente des quotas carbonés sur le marché mondial ;
- Former et déployer des techniciens en la matière<sup>18</sup>.

#### **V.2. Actions d'urgence**

##### **1°. Mettre en place un service d'hygiène et assainissement**

La mise en place de ce service constituait une urgence au regard de l'insalubrité qui marque la ville de Bukavu. Une implication directe des autorités devrait être vécue non pas à travers une rhétorique mais par des actions concrètes allant dans le sens de combattre la question d'insalubrité. Et cela au regard de différents dégâts humains et matériels que la pluie provoque au Sud-Kivu.

Cela est dû à l'incapacité des dirigeants de prendre avec sérieux la question des déchets et des immondices qui est entrain de battre son plein au Sud-Kivu et principalement dans la ville de Bukavu. Aussi faut-il noter que cette négligence et l'incapacité de considérer l'urgence

---

<sup>18</sup> Programme d'action du gouvernement provincial, p.27. (PDF).

d'une intervention aussi dans ce secteur a coûté la vie en date du 20 septembre à une femme. Cette dernière a été emportée par les eaux. On note aussi que l'inondation et l'endommagement de plusieurs maisons d'habitations (écoles et églises comprises) ont été enregistrées. Par ailleurs, une autre fille d'une quinzaine d'années a en avait été aussi victime, ~~à la date suivante~~ dans la même commune de Kadutu<sup>19</sup>.

Au demeurant, plusieurs caniveaux de la ville de Bukavu sont bouchés par les déchets plastiques. Il est impérieux de signaler que Bukavu est une ville sans décharge publique. Le système de gestion de déchets et sous-traité par les sociétés privées qui effectuent ce travail avec plein d'amateurisme. La population elle-même, qui n'est pas effectivement contrainte ni contrainte à rendre propre son milieu (salongo), fait appel aux enfants dans la rue qui jettent les déchets dans les caniveaux. Les déchets de nos différents marchés passent des mois sans être évacués et pourtant les vendeurs (ses) paient chaque semaine la taxe de salubrité. Bref il y a un manque criant d'une politique claire de gestion de déchets à tous les niveaux et le salongo reste une pause du week-end. C'était une des actions urgentes qui devraient marquer dans ce secteur, les actions du gouverneur.

## **2°. Appuyer des projets locaux de collecte et de transformation des bouteilles plastique en pavées pour la construction des chaussées**

Celle-ci était l'une des actions urgentes qui s'imposaient pendant ces 100 premiers jours. En effet, les déchets plastiques aujourd'hui constituent sinon pour les uns les déchets qui battent leur plein actuellement du moins, pour les autres, une matière première susceptible d'être recyclé et d'être transformé en différents autres objets, utiles à la vie quotidienne, comme non seulement les pavées mais aussi comme bassin, gobelets, etc. Le Rwanda voisin, s'y est déjà investi.

Mais force est de constater que rien n'a été fait dans ce sens et pourtant la ville de Bukavu ainsi, ses territoires continuent d'être envahis par les différents déchets plastiques, qui salissent même le lac Kivu. Ils provoquent à certains égards le dysfonctionnement de la centrale électrique de Ruzizi I<sup>er</sup>. C'était donc un projet qui devrait figurer dans différentes actions d'urgence afin d'amener, la population du Sud-Kivu à prendre soin de son environnement.

---

<sup>19</sup>Info disponible sur <https://actualite.cd/2024/09/23/sud-kivu-le-retour-de-la-plui-cause-deux-mortset-des-degats-enormes-a-bukavu/> Consulté le 24/09/2025.

Aujourd'hui plus que jamais l'Etat doit avoir un regard exigeant sur l'argent qui finance dans la ville de Bukavu, les projets d'assainissement mais qui par malheur, se limite à des ateliers de formation sans impact sur le terrain. Ce dernier reste un manque à gagner à la nation tout entière et le Sud-Kivu en particulier. Les travaux communautaires de chaque samedi doivent être capitalisés pour aider tant soit peu la ville à être propre mais l'Etat à l'obligation de nous présenter une politique claire d'assainissement de la province. Cela aurait dû être fait pendant ces 100 premiers jours.

## **CHAPITRE VI. ECONOMIE ET MOBILISATION DES RECETTES**

Lors de son discours de campagne devant les élus du peuple, le gouverneur PURUSI avait pris l'engagement de faire de réformes urgentes et importantes dans le domaine de l'économie de la province, dans le sens où il avait promis :

- 1) Le « compte carburant de la province » pour se rassurer de la gestion et destination des 60 francs congolais ponctionnés sur chaque litre de carburant entrant et vendu dans la province du Sud-Kivu, désormais il serait géré par un consortium composé de la FEC, du Gouvernement provincial, des députés et de la société civile et aucune partie n'aurait le droit de sortir de l'argent sur ce compte sans l'approbation des autres. Par la suite, ces derniers devraient avoir la latitude d'identifier des projets prioritaires et concrets dans nos quatre villes (Bukavu, Baraka, Uvira, Kamituga) ainsi que dans nos huit territoires dans lesquels les fonds collectés devraient immédiatement être réinvestis. 100jrs après cet engagement reste un rêve, le 60 franc congolais ponctionnés sur chaque litre de carburant entrant et vendu dans la province du Sud-Kivu reste sans destination.
- 2) Numériser et bancariser tous les processus de paiements, y compris les taxes et autres actes générateurs des revenus. Ce système de paiement bancaire devrait être possible à travers un Guichet unique qui permettrait aux assujettis d'effectuer un seul paiement annuel couvrant toutes les taxes, ça permettrait d'éviter le harcèlement ainsi que les embêtements successifs et inutiles auxquels les commerçants, grands et petits, sont confrontés au quotidien de la part des taxateurs et autres agents de l'Etat. 100jrs après, des taxateurs et autres agents de l'Etat, corrompus véreux continuent à construire des châteaux pendant que les caisses de l'Etat sont vides. L'engagement n'est toujours pas tenu.
- 3) Le renforcement des mécanismes de mobilisation de recettes (DPMER, Brigade Anti-Fraude, etc.) serait une priorité, le gouvernement devrait se rassurer que ces services

bénéficient des ressources compétentes, des primes et salaires conséquents, des équipements adéquats et performants à tous les postes clés, aussi bien dans la ville que dans les territoires. Parallèlement, en renforçant la prévention et la répression de la fraude douanière et fiscale par des mécanismes existants ou à créer, le Gouvernement provincial devrait arriver à mobiliser d'importantes recettes pour sa reconstruction et son développement. 100jrs après, le gouverneur a remplacé certains animateurs de la DPMER et d'autres restent impayés avec plusieurs mois d'arriérés. Cet engagement de renforcer les mécanismes de mobilisation de recettes reste incomplet.

(4) D'actionner immédiatement son carnet d'adresse pour mobiliser les fonds nécessaires pouvant compléter les efforts de l'Etat. Ainsi les fonds alloués à la province du Sud-Kivu dans le cadre du corridor Grand-Lacs ayant déjà bénéficié au Rwanda et au Burundi à travers la Banque de Développement de la Région des Grands Lacs(BDGL) servirait à réhabiliter la voirie urbaine, notamment les axes routiers de nos quatre villes, à lutter contre les inondations, à dépolluer les Lacs Kivu et Tanganyika, ainsi que nos rivières. 100jours après cet engagement reste un souhait.

Il est donc clair que l'engagement du gouverneur de faire de sorte que la province du Sud-Kivu génère au moins 7 à 9 millions de dollars le mois, en lieu et place de 600.000 à 1million reste sans satisfaction pour ces 100 premiers jours de sa gouvernance.

## CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Comme dit ci-haut, l'objectif de ce rapport est de dresser le bilan de 100 premiers jours de Jean Jacques PURUSI à la tête de la province du Sud-Kivu dans différents domaines pertinents pour notre lutte, surtout sur le plan politique, socio-économique, afin de dégager des leçons pour lui, son gouvernement, les institutions, mais aussi pour nous-mêmes comme mouvement, pour les forces vives et pour la Province en général.

Ce baromètre, rappelons-le, n'est donc pas une tribune de jugement, ni un acharnement sur qui que ce soit mais mieux, il reste notre façon de participer à la gestion de la chose publique en tant que citoyen démocratique. Il y a lieu de noter que le gouverneur doit quitter le tâtonnement et s'impliquer effectivement sur le chemin du long pèlerinage à la rencontre de véritables besoins du peuple car les attentes des Sud-Kivutiens sont clairement nombreuses et nécessitent des actions à leur hauteur. Nous sommes tous impatients de voir se réaliser ce grand rêve, le changement positif et authentique de notre province. La vérité c'est que cela ne peut se faire sans une dose de souci, d'authenticité, de volonté politiques et des actions concrètes qui visent à rendre meilleure la vie de chaque Sud-Kivutien.

Pour améliorer ses actions pendant son séjour à la tête de notre province, nous lui proposons et l'encourageons :

- \* De ne pas tomber dans le populisme à la congolaise qui consiste à duper le peuple par un long chapelet de bonnes intentions. Cette même politique politicienne consiste à créer de petites fondations et ASBL pour usurper les actions gouvernementales et se faire un nom autour duquel se réalise un culte de la personnalité ;
- \* De s'émanciper du « deal » des autorités morales qui ne visent que leurs intérêts, ne cessent d'étouffer les gouverneurs qu'ils imposent à la tête de province en provoquant une crise institutionnelle ;
- \* De s'impliquer pour la restauration de la paix et la sécurité durables dans différents territoires de notre province ;
- \* De quitter la mentalité de jouissance dont font preuve plusieurs autorités en RDC et de choisir l'eau potable pour tous que de choisir le champagne pour quelques-uns ;
- \* De s'investir dans l'amélioration du social de la population en générale et en particulier des agents du service public sur toute l'étendue de la Province avec un regard particulier à nos agents de défense et de sécurité ;

- \* De ne ménager aucun effort pour sanctionner administrativement et judiciairement, avec une forte énergie, les détourneurs des deniers publics sans état d'âme ;
- \* De tenir compte du « background » de ses collaborateurs que de travailler avec des agents lui recommandés par les autorités morales et dont l'intégrité est susceptible d'être remise en question ;
- \* De s'investir dans la construction des infrastructures dignes de la grandeur de notre province sur tous les plans : routier, scolaire, sanitaire voir sociaux ainsi que la propreté de nos cités qui doit désormais être culturalisée afin d'améliorer les conditions de vie de la population ;
- \* De promouvoir le respect de droits humains ainsi que l'accès à la justice, qui doit être désormais le dernier recours de chaque citoyen lésé dans ses droits, car susceptible de trancher avec impartialité et l'unique souci de dire le droit ;
- \* De faire de la justice sociale son cheval de bataille en promouvant la classe qui se trouve au bas de l'échelle c'est-à-dire tous les laissés pour compte, les opprimés, les oubliés de notre province et société ;
- \* De s'impliquer avec effervescence dans le combat contre le tribalisme, qui n'a pas cessé de tuer notre province, ce cancer qui doit être éradiqué et de permettre à toutes les communautés de contribuer ensemble pour le bien de notre province chère ;
- \* De mettre en place un programme d'encadrement des jeunes désœuvrés sur l'ensemble de la province afin de les former aux métiers et canaliser leur énergie à contribuer à la productivité et au développement des infrastructures de la province du Sud-Kivu.
- \* De mettre très rapidement en place un consortium composé du gouvernement provincial, députés, FEC (fédération des entreprises du Congo) et la société civile pour se rassurer de la destination de 60 francs congolais ponctionnés sur chaque litre de carburant entrant et vendu dans la province.
- \* De numériser et bancariser tous les processus de paiements, y compris les taxes et autres actes générateurs des revenus.

## NOTES

- Programme d'actions du gouvernement provincial, mots du gouverneur présentés analytiquement. (PDF).
- Discours synthèse pour la campagne du professeur Jean-Jacques PURUSI SADIKI, candidat gouverneur de la province du Sud-Kivu
- Information disponible sur <https://www.radiokapi.net/2024/09/10/actualite/economie/le-sud-kivu-mobilise-25-millions-usd-des-recettes-fiscales-en-2-mois>, consulté le 12/09/2024.
- Information disponible sur <https://purusisadiki.com/2024/09/14/bukavu-d-une-ecoute-a-un-acte-le-gouverneur-jean-jacques-purusi-sadiki-a-exprime-son-humanisme-au-camp-militaire-saio>. Consulté le 18/09/2024.
- Information disponible sur <https://actualite.cd/2024/sud-kivu-plus-de-4-000-barrieres-illegales-erigees-et-tenues-par-des-militaires-et-policier>. Consulté le 23/09/2024.
- Information disponible sur <https://la-prunellerdc.cd/bukavu-un-jeune-tue-2-autres-personnes-blessees-par-balles-sur-isgea/> , Consulté le 20/09/2023.
- Information disponible sur le site <https://lessouverainlibre.info/2024/06/28/le-lycee-nyakavogo-ses-environs-sont-entraînés-de-disparaître->. Consulté le 27/08/2024.
- Information disponible sur <https://www.journaldekinshasa.com/modernisation-des-routes-a-muhumba-le-gouverneur-de-province-lance-lasphaltage> , consulté le 21/09/2024.
- Information disponible sur <https://acp.cd/economie/sud-kivu-les-travaux-de-rehabilitation-de-la-route-place-mulamba-muhumba-évoluent-normalement-dans-la-ville-de-bukavu/> Consulté le 21/09/2024.
- Information disponible sur <https://acp.cd/economie/sud-kivu-lancement-du-pavage-des-routes-dans-la-ville-de-Bukavu/> Consulté le 21/09/2024.
- Information disponible sur <https://infos.direct.net/2024/07/23sud-kivu-eclairage-public-le-gouverneur-purusi-lance-loperation-dinstallation-de-1000-lampadaires-a-bukavu/> Consulté le 18/09/2024.
- Info disponible sur <https://actualite.cd/2024/09/23/sud-kivu-le-retour-de-la-plui-cause-deux-mortset-des-degats-enormes-a-bukavu./> Consulté le 24/09/2025.